

Villers-sur-Mer

Les pétitions contre les fermetures de classes recueillent 1 100 signatures

LE PAYS D'AUGE | mardi 29 mai 2018

347 mots



Élus et parents affichent leur mécontentement contre la fermeture de deux classes

Deux classes de l'école Victor-Duprez menacées de fermeture et une fusion avec Blonville provoquent l'indignation des parents. Des pétitions circulent pour empêcher cela.

Les pétitions contre la fermeture de deux classes, à l'école Victor-Duprez, ont obtenu 1 100 signatures. « **Et ce n'est pas fini ! Nous poursuivons notre action** », affirme Florence Le Nail, porte-parole des parents en colère.

Refus d'une fusion avec Blonville

Il faut dire que la mobilisation est importante. La façade de la mairie a été parée d'une banderole durant toute une semaine et les élus mécontents n'ont pas manqué de se vêtir de leur échappe tricolore. « **L'éducation nationale nous propose une fusion avec l'école de Blonville, nous sommes absolument contre ! Nous sommes la 3^e sur 10 écoles de la communauté de communes en effectif, je ne comprends pas pourquoi. Nous demandons à l'éducation nationale quels sont les critères de choix** », s'agace Patricia Forin, adjointe au maire chargée de la vie scolaire. Linda Yahia, une autre maman représentant le conseil des parents d'école est également indignée : « **Nous, parents d'élèves, exigeons des explications car ces mesures**

nous paraissent totalement incohérentes par rapport aux annonces gouvernementales. La multiplication des classes à double niveau diminue la disponibilité des maîtres envers leurs élèves, et crée des difficultés supplémentaires de gestion des groupes. Où passe la priorité à la maîtrise des savoirs de base, alors que nous sommes dans une région à fort taux d'illettrisme ? Le taux d'études supérieures est très faible en Normandie ».

De nouveaux élèves

Enfin, Patricia Forin ajoute : « La mairie a reçu cette semaine sept nouvelles inscriptions en trois jours, parmi lesquelles des enfants de CP et de CE1. Notre école aurait deux classes en moins avec des effectifs plus nombreux. Nous pensons que cette situation doit être entendue et prise en considération, et surtout, nous voulons savoir quels sont les critères de cette sélection ».